



## **Déclaration liminaire Unsa Education – CTSD d’ajustement 93 – 6 septembre 2018**

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et messieurs membres du CTSD

Nous souhaitons tout d’abord une excellente rentrée aux membres de ce comité ainsi qu’à l’ensemble des personnels de la Direction Académique.

Nous rappellerons notre attachement au dialogue social ainsi qu’au respect des personnes et des personnels, inhérent, pour nous, à l’essence même d’une démocratie sociale.

Pour ce premier comité technique, nous ne pouvons nous faire que les porte-voix de nos collègues qui ont des raisons d’être dans l’inquiétude, la lassitude et la tension. Quinze mois de discours ministériels qui agissent dans la rupture et la précipitation, alors que le ministre prônait continuité, qui font encore de l’école un totem politique alors que notre institution a besoin de sérénité. Faire et défaire, faire et vite, sont des permanences de cette politique que nous aurons l’occasion d’aborder au cours des prochains mois.

Pour l’Unsa Education plusieurs points sont à craindre et seront au cœur de notre réflexion cette année :

- la réorganisation territoriale qui sera l’objet de réflexion, du moins nous l’espérons. Quelles sont les conséquences pour notre département, sa direction académique ses établissements et ses écoles ?

- la scolarisation des élèves en situation de handicap. Avec la fin des contrats aidés, les vases communicants auraient dû permettre de financer sans difficulté les AESH. Et pourtant l’accompagnement reste à repenser, et les personnels à être confortés. Le dernier rapport des Inspections Générales des ministères des solidarités et de la santé, et de l’éducation nationale, pointe les AESH peu formés, sur des fonctions peu attractives et insuffisamment rémunérées.

- la direction d’école et l’évaluation. Sur la direction d’école, nous attendons l’ouverture de l’agenda social après avoir enfin réussi à faire inscrire ce dossier à l’ordre du jour. Mais quelle perspective pour les directrices et directeurs au sein de notre département ? Pour l’Unsa Education, une réflexion sur la direction d’école ne doit pas se traduire ensuite par la destruction d’un réseau de proximité et de qualité.

Sur l’évaluation, le ministre a doublé ses dernières recommandations pédagogiques avec une évaluation qui redeviendrait la solution miracle pour que notre système

éducatif ne soit plus pointé du doigt par PISA et autres. On évalue, on constate, on remédie. «Y'a qu'à, faut que...». Si cela était aussi simple...

Qui plus est cette évaluation qui se dessine comme étant une photographie des acquis en français et en mathématiques engendrera des exercices scolaires qui répondront à des tests standardisés. De la façon dont nous concevons l'école d'aujourd'hui résultera la société que nous voulons demain.

Voulons-nous des individus standardisés, ayant accepté dès l'enfance la compétition, la concurrence, des résultats «profitables»?

On pourra trouver notre discours quelque peu caricatural. Mais ces pratiques pédagogiques doublées du culte de l'évaluation n'étoufferont-elles pas la curiosité et la motivation? En particulier pour les élèves les plus fragiles et les moins scolaires? Enseigner est un acte complexe qui travaille sur de l'humain. A ce titre, des préconisations nationales normées peuvent être des repères, des repères utiles mais seulement pour étayer un travail collectif de conception, d'accompagnement et d'émancipation.

Enfin, nous pouvons craindre encore cette année qu'un grand nombre de contractuels soient affectés sur les écoles du département compte tenu de la volonté gouvernementale de suivre les recommandations de la cour des comptes d'en augmenter le contingent mais également du manque d'attractivité croissant pour venir exercer dans notre département, avec pour preuve le nombre conséquent de désistements des lauréats au CRPE affectés au 93.

Par ailleurs nous savons que l'importante création de postes encore cette année a servi en majeure partie à la mise en œuvre du dispositif 100% réussite.

Mais l'inquiétude persiste réellement quant à la méthode de calcul utilisée par la DSDEN basée sur un algorithme de groupes de 14 élèves et non sur des groupes de 12 comme annoncé par le Ministre.

En effet ce « bourrage » des classes de CP dédoublées empêche toute marge de manœuvre dans les écoles pour accueillir de nouveaux élèves de CP ou CE1 dans un département que nous savons en perpétuel mouvement tout au long de l'année scolaire. Serait-il cohérent et efficace d'arriver à des effectifs dans les classes dédoublées à 15 voire 16 élèves ou bien 28 ou 29 élèves dans les classes en co-intervention ?

L'Unsa Education constate que la mise en œuvre sur le terrain de la mesure « vitrine » du Ministère de l'Education Nationale n'est pas à la hauteur de l'annonce faite dans les médias.

Nous rappelons enfin qu'à cette période de l'année scolaire, fermer une classe, avec l'impact sur une organisation déjà programmée, avec l'impact sur le collègue concerné serait très regrettable. L'Unsa Education ne pourrait être qu'en désaccord.

Merci pour votre écoute.